



Thise, le 13 septembre 2017

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

du 13 septembre 2017

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 15 septembre 2017.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 8 septembre 2017.

Présents : M. ALLAIN, M. BARTHOD, Mme GAUTHIER, Mme GIGNET, Mme HACQUARD-COLNOT M. HEQUETTE, M. LORIGUET, M. MASSON, M. MOINE, Mme MORGADINHO, Mme PRUNIAUX, Mme TRUCHETET, M. VALZER, M. VERNEREY

Absents excusés : Mme BONET (pouvoir à Mme PRUNIAUX), M. COUVAL (pouvoir à M. ALLAIN), Mme GAIFFE (pouvoir à M. LORIGUET), Mme MOUGNARD (pouvoir à Mme TRUCHETET)

Absents : M. VERNIER, M. TROUTIER

Mme TRUCHETET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Domaine des affaires générales :

17-56- Ouragan IRMA – proposition de don aux Antilles via la Fondation de France

16-57 Tarifs Columbarium

17 -58 Tarifs des plaques du Jardin du Souvenir

17-59 Adhésion à la SPL (Société Publique Locale) Mobilités Bourgogne-Franche-Comté

17-60 Modification statutaire CAGB

Domaine des finances :

17- 61 Eclairage public - Demande de subvention auprès du SYDED

Domaine de l'animation :

17-62 Convention pour les bibliothèques municipales

17-63 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec madame Christine BAVEREL

17-64 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec l'association Zumba Life

17 – 65 Proposition de vente de terrains dans la zone industrielle de THISE

En propos liminaire, M.Loriguet, Maire de Thise, explique qu'il souhaite que le secrétaire de séance ait un rôle plus significatif à l'avenir. Il indique qu'il souhaite que les comptes rendus de conseil soit relus et signés par le secrétaire de séance.

Domaine des affaires générales :

17-56 Ouragan IRMA – proposition de don aux Antilles via la Fondation de France

Rapporteur : Alain Loriguet

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que l'Association des Maires de France (AMF) a diffusé un communiqué de presse invitant les communes et les intercommunalités de France à contribuer et relayer les appels aux dons pour secourir les victimes d'IRMA, l'un des ouragans les plus dévastateurs jamais enregistrés dans la zone Caraïbes

Il propose de se joindre à ce mouvement en faisant un don de 300 € à un fonds de solidarité, constitué via la Fondation de France.

Après en avoir délibéré, à 17 voix pour et 3 abstentions, le conseil municipal valide cette proposition.

M. Moine demande sur quel article comptable cette dépense va s'imputer.

M. Allain répond qu'il y a un article spécifique prévu pour les dons.

Mme Hacquard-Colnot suggère qu'une collecte soit organisée.

M. le Maire estime que c'est un projet qui pourrait être porté par l'adjoint au domaine social, mais rappelle que devant l'urgence sanitaire, plusieurs communes se sont tournées vers un don.

Mme Pruniaux indique que sur le principe, elle préfère s'abstenir, au motif que l'état dépense déjà des sommes indécentes, notamment pour le projet de jeux olympiques à Paris.

M. le maire rappelle qu'il ne faut pas confondre les sujets ; ce qui se passe ailleurs ne concerne pas la commune directement et le regard de l'élu local sur une telle catastrophe doit rester humain et social.

17- 57 Tarifs Columbarium

Avis favorable du conseil de municipalité du 7 septembre 2017

Rapporteur : Loïc Allain

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'après la réalisation des travaux du columbarium au cimetière de la commune, il est nécessaire de fixer les tarifs des cases du columbarium et des durées de concession.

En conséquence, sur la base des factures acquittées de travaux d'une part et des devis d'autre part, les tarifs suivants sont proposés :

Case 4 urnes	325 € TTC
Concession de 15 ans	50 €
Concession de 30 ans	90 €
Case 2 urnes	162.5 € TTC
Concession de 15 ans	25 €
Concession de 30 ans	45 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, valide cette proposition.

M. Vernerey demande ce qu'il se passe s'il réserve une urne maintenant, puis une autre dans 15 ans.
M. le Maire répond qu'il faudra payer 2 fois.
M. Vernerey indique qu'il n'y a donc pas d'intérêt à réserver en avance.

17- 58 Tarifs des plaques du Jardin du Souvenir

Avis favorable du conseil de municipalité du 7 septembre 2017

Rapporteur : Loïc Allain

Il est précisé que Mme Hacquard-Colnot ne prend pas part aux débats et ne participe pas au vote.

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'après réalisation des travaux de la stèle du Jardin du Souvenir, il est nécessaire de fixer les tarifs pour la gravure, ainsi que la dépose et la pose de la plaque, Un accord a été trouvé avec l'entreprise Franzl pour réaliser ces prestations, sur l'ensemble des 15 plaques de la stèle, afin d'uniformiser la police d'écriture.

Il précise enfin que, dans le respect des règles comptables, les administrés devront régler le montant de ces prestations à la mairie, qui les rétrocèdera à l'entreprise Franzl.

En conséquence, M. le Maire propose d'instaurer les tarifs suivants :

Gravure dorée à l'or fin 22 carats	4.50 € TTC /prix unitaire de la lettre
Dépose de la plaque puis pose après gravure	30 € TTC par plaque

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, valide cette proposition

M. Vernerey demande où seront mises les plaques.
M. le Maire répond qu'elles seront disposées au jardin du souvenir. Ces plaques permettront notamment aux familles de pouvoir venir se recueillir.

17-59 Adhésion à la SPL (Société Publique Locale) Mobilités Bourgogne-Franche-Comté

Avis favorable du conseil de municipalité du 7 septembre 2017

Rapporteur : Alain Loriguet

Depuis le 1^{er} septembre 2017, la loi NOTRe opère le transfert de la compétence transport des départements aux régions. La région du département du Doubs n'est donc plus compétente pour organiser des transports sur son territoire.

La région Bourgogne Franche-Comté a souhaité poursuivre ces activités avec le personnel des régions du Doubs et du Jura, avec l'objectif de pérenniser la qualité du service assuré jusqu'alors par ces deux entités. La région a donc créé une Société Publique Locale (SPL) d'envergure régionale, afin de réunir la SPL sud Bourgogne Transport Mobilité existante en Saône et Loire, et les deux régions départementales du Doubs et du Jura.

Cette société est en activité depuis le 1^{er} septembre 2017 et assurera les services des transports scolaires et réguliers. La commune de Thise peut continuer à bénéficier de ces prestations qui demeurent inchangées, à conditions de devenir actionnaires.

Ainsi, pour le cas spécifique des communes, la Région a prévu de faciliter leur intégration à la SPL, en prévoyant l'acquisition d'une action au prix symbolique de 10 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte de souscrire une action à 10 € afin d'intégrer la SPL.

Mme Hacquard Colnot s'étonne de cette proposition. Elle estime que nous fonctionnions très bien avant la création de cette SPL. Qu'il faille payer pour pouvoir continuer de bénéficier de ces services est très discutable.

M. Allain indique qu'il est aussi possible de solliciter une entreprise privée. Mais c'est le principe même du financement d'une SPL ; il faut en être actionnaire. Il s'agit d'une somme modeste de 10 €...

M. le Maire précise qu'il avait incité la région à poursuivre le modèle actuel, celui d'une régie. Il lui a été répondu que la SPL s'est imposée car il en existait déjà une dans un des départements de la grande région.

Mme Gignet demande s'il y aura un impact sur les tarifs.

M. le Maire indique que ce n'est pas d'actualité. Rien ne change, à par le statut et donc le mode de dévolution du service.

M. Moine indique que la plupart des communes seront certainement actionnaires, il n'y a donc pas de grands bouleversements à attendre. C'est le choix de la région que de sortir d'une régie pour une SPL. Il est illusoire d'en créer une spécifiquement à l'échelle de Thise. M. Moine s'interroge en revanche sur le fait qu'une structure publique exerce des activités privées. Il conclut en exposant que ce statut de SPL indique que les déficits sont interdits, mais qu'il faut bien un équilibre des comptes, ce qui démontre que des augmentations de tarifs pourront bien être décidées. Ceci est valable tant pour une SPL que pour une régie.

M. Moine demande par ailleurs s'il y a eu des soucis de personnel à gérer.

M. le Maire répond que tout est réglé, les personnels seront tous transférés.

M. Valzer estime qu'il est inutile de passer autant de temps pour un engagement pécuniaire aussi faible pour la commune : 10 €.

M. le Maire concède en effet que le prix fixé est très incitatif.

17-60 Modification statutaire CAGB

Avis favorable du conseil de municipalité du 7 septembre 2017

Rapporteur : Alain Loriguet

Le conseil de communauté de la CAGB s'est prononcé le 26 juin 2017 sur une modification de ses statuts. Cette délibération a été notifiée aux communes et comporte les statuts modifiés et les explications afférentes.

Conformément à la réglementation, le conseil municipal est invité à se prononcer sur cette modification qui concerne :

- Le transfert des compétences optionnelles « Eau » et « Assainissement » ;
- La mise à jour de la liste des communes membres de la CAGB suite à l'extension du périmètre à 15 communes et à la création de la commune nouvelle de Chemaudin et vaux au 1^{er} janvier 2017.

En cas d'accord des communes dans les conditions de majorité qualifiée, les nouveaux statuts de la CAGB seront ensuite entérinés par arrêté préfectoral, pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, se prononce favorablement sur la modification des statuts de la CAGB exposée ci-dessus.

M. le maire indique que certains transferts de compétence, comme l'eau et l'assainissement sont programmés pour être effectifs au 1^{er} janvier 2020. Cela résulte de la loi Notré. Chaque grande loi de transfert opère de la même manière. La CAGB a souhaité toutefois anticiper cette échéance de 2 ans.

M. Moine demande pourquoi il s'agit d'une compétence optionnelle.

M. le Maire répond que toutes les compétences sont choisies par les différents types d'EPCI (CU, CA, CC) en fonction d'un socle obligatoire et un socle optionnel.

Domaine des finances :

17- 61 Eclairage public - Demande de subvention auprès du SYDED

Avis favorable du conseil de municipalité du 7 septembre 2017

Rapporteur : Loïc Allain

Monsieur le Maire rappelle que, dans le cadre de sa politique d'énergie et de rénovation performante de l'éclairage public, la commune de THISE a sollicité auprès de la société Noctabene un diagnostic complet de ses installations d'éclairage public. Celui-ci a mis en lumière certaines pistes d'économies, dont le passage progressif en éclairage LED. Sur l'aspect sécurité, toutes les armoires identifiées comme défectueuses ont été remplacées en 2017.

Il reste que l'impératif d'économie d'énergie par un passage en Led reste cohérent au regard de ce diagnostic. Il est donc proposé de réaliser un effort conséquent sur la rénovation performante en luminaires Led, à hauteur de 65 000 € HT.

L'installation des éclairages LED viendra en priorité remplacer les 110 luminaires dotés d'ampoules à vapeur de mercure subsistant encore sur la commune.

Dans le cadre de la réalisation de ces travaux, financés sur fonds libres, la commune de THISE a la faculté de solliciter l'aide financière du SYDED. La subvention attendue varie entre 40 % et 50 % et est fonction du potentiel fiscal de la commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Autorise Monsieur le Maire à déposer un dossier de demande de subvention auprès du Syded ;
- Se prononce favorablement sur le plan de financement suivant :

Année 2018 :

Subvention SYDED (45 %) : 29 250 € HT

Fonds libres : 35 750 € HT

- Demande l'autorisation de commencer les travaux avant intervention de la décision attributive de subvention ;
- S'engage à réaliser les travaux dans un délai de un an à compter de la date de notification de la décision attributive de subvention ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document afférent.

M. Moine est très surpris de l'importance des coûts exposés.

M. Allain abonde et indique qu'une tête de lampadaire coûte 1000 € sans main d'œuvre. Il rappelle par ailleurs les secteurs concernés.

Mme Hacquard Colnot demande si les subventions sont actées, car l'argent public se raréfie à tous les échelons.

M. Allain répond que c'est pratiquement acté puisqu'il s'agit du Syded, syndicat intercommunal qui travaille en lien étroit avec les communes membres de la CAGB.

Domaine de l'animation :

17 – 62 Convention pour les bibliothèques municipales

Avis favorable du conseil de municipalité du 7 septembre 2017

Rapporteur : Geneviève Truchetet

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que le département propose un partenariat avec les communes afin de gérer et développer leur bibliothèque municipale.

Le département propose une convention d'une durée de 6 ans (sauf dénonciation 3 mois avant chaque échéance), dont les principaux axes d'intervention sont les suivants :

- Assurer un prêt de documents **en complément** des collections des bibliothèques :
- Par l'intermédiaire d'une bibliothèque intercommunale ou à vocation intercommunale lorsque la commune où siège la bibliothèque fait partie de la communauté de communes.
- Ou
- Par bibliobus, s'il n'y a pas de bibliothèque intercommunale ou à vocation intercommunale qui puisse renouveler les prêts aux bibliothèques.
- Ou
- Sur place, au magasin d'accueil de la Médiathèque départementale, pour les communes situées dans son périmètre d'intervention.
- Favoriser le développement des bibliothèques
- Proposer une assistance technique et de conseil notamment pour :
- Assurer la formation initiale et continue
- Proposer un soutien aux projets d'action culturelle des communes par :
- Le prêt d'expositions, valises thématiques, tapis de lecture
- La proposition d'animations thématiques : résidences, rencontres d'auteurs, projections de films documentaires, conférences musicales...

Le coût de la prestation est fixé à 1 € par habitant.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, valide cette proposition de convention

Mme Truchetet présente le projet de convention de partenariat.
M. le Maire indique qu'il y a tout de même un coût de près de 3000 € par an, mais il y a de solides services délivrés en face par le Département.

17-63 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec madame Christine BAVEREL

Avis favorable du conseil de municipalité du 7 septembre 2017
Rapporteur : Geneviève Truchetet

Il est précisé que Mme Hacquard-Colnot ne prend pas part aux débats et ne participe pas au vote.

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la nécessité de passer une convention de mise à disposition de la salle multiactivités avec madame Christine Baverel, qui l'occupe pour ses cours de danse tous les mercredis de 14h00 à 17h00 de septembre 2017 à juin 2018. A noter que Mme Baverel sollicite toujours le même créneau, chaque mercredi de 14h à 17h.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- de louer la salle multiactivités à madame Christine Baverel moyennant une redevance annuelle de 400 €;
- d'autoriser monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition de la salle fixant les conditions d'utilisation.

Cette délibération n'appelle aucun commentaire particulier

17-64 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec l'association Zumba Life

Avis favorable du conseil de municipalité du 7 septembre 2017
Rapporteur : Geneviève Truchetet

Il est précisé que Mme Hacquard-Colnot ne prend pas part aux débats et ne participe pas au vote.

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la nécessité de passer une convention de mise à disposition de la salle des fêtes avec l'association « Zumba Life », qui l'occupe pour ses cours de Zumba tous les mardis de 18h à 22h de septembre 2017 à juin 2018.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- de louer la salle des Fêtes à l'association « Zumba Life » moyennant une redevance annuelle de 1 000 €, payable par trimestre ;
- d'autoriser monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition de la salle fixant les conditions d'utilisation.

Cette délibération n'appelle aucun commentaire particulier

Domaine de l'Urbanisme

17 – 65 Proposition de vente de terrains dans la zone industrielle de THISE

Rapporteur : Roger MASSON

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que plusieurs entreprises situées sur la zone du BTC ont manifesté le souhait d'acquérir une parcelle attenante à leurs terrains, appartenant à la commune de THISE.

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit de la parcelle cadastrée AL n°227, d'une surface totale de 15a 63ca.

Sur la base du prix moyen de la valeur vénale établie le 31 mai 2017 par les services des Domaines, et en partenariat avec le syndicat BTC qui souhaite également vendre ses terrains avant le 31 décembre 2017, une promesse unilatérale d'achat, engageant l'acquéreur, a d'ores et déjà été signée par les différents acheteurs, selon les modalités suivantes :

TABLEAU DES PROPOSITIONS DE VENTE

ACHETEUR	ADRESSE ACHETEUR	SURFACE APPROXIMATIVE	MONTANT
LA NAITOURE Etablissement Signori	13 rue longues raies	environ 665ca	3325 €
DIESEL ELECTRIC M. Bellouard	11 rue longues raies	environ 373ca	1865 €
SCI MEB M. Bellouard et M. Maton	9 rue longues raies	environ 183ca	915 €
M.MAGNACCA	5 et 7 rue longues raies	environ 342 ca	1710 €
	TOTAL	15a 63ca	7 815€

Il est entendu que les frais notariés seront pris en charge par les acheteurs, et les frais de bornages par la commune de THISE (bornage avec lignes divisaires au droit de chacune des propriétés et démarches administratives pour la division parcellaire). Cette dernière prestation s'élève à 1 454,64 € TTC.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise :

- la vente du terrain selon les modalités précisées dans le tableau ci-dessus (montant forfaitaire pour chaque acheteur) ;
- Monsieur le Maire à signer tout document y afférent.

M. Masson présente sa démarche. Il expose aux membres du conseil municipal qu'il a rencontré chacun des 4 acheteurs potentiels afin qu'ils signent une promesse de vente, sur un prix au m² uniformisé, issu d'une estimation des domaines.

M. le Maire précise que ces terrains étaient sans intérêt pour la commune et engendraient des contraintes liées à leur entretien complexe. Par ailleurs, il explique qu'il était urgent de solder ces dossiers avant le transfert à la CAGB de la gestion des ZAE.

Questions diverses

Réunion publique et bulletin

M. le Maire indique qu'un exemplaire de la route des communes est offert à chaque élu par l'adjointe à la communication, Martine Mognard. Il annonce la tenue de la réunion publique le vendredi 6 octobre 2017, ainsi qu'une répétition le mercredi 20 septembre pour tous les élus, in situ, à la salle des fêtes. Il indique enfin que le bulletin municipal sera imprimé et distribué avant la réunion publique.

Mme Gignet demande si cette réunion aura un thème en particulier.

M. le Maire répond que tous les sujets seront abordés. Le fil conducteur sera la trame du Bulletin, ce sera donc une revue de projet la plus exhaustive possible. Ensuite il y aura une séance de question aux élus.

M. Moine indique que ce sera une présentation des projets car les Thisens doivent être informés des réalisations depuis 3 ans.

Fit

M. Allain explique qu'il se renseigne auprès de prestataire privé afin d'obtenir des devis sur l'impression du FIT. Des premiers éléments en sa possession, il ressort que c'est moins coûteux qu'une gestion par les services municipaux et avec du meilleur papier.

M. le maire indique que la distribution doit continuer d'être assurée par les élus alors qu'il constate que beaucoup sont défaillants sur le sujet. Avec d'autres collègues Maires, nous constatons que l'implication des élus est une force pour l'échelon local, leur implication dans les dossiers permet souvent de baisser les coûts de fonctionnement.

M. Moine est d'accord mais estime qu'il faut de la motivation, or, il explique qu'il en manque totalement. Mme Hacquard Colnot indique qu'elle a été évincée en début de mandat, ce qui l'a complètement bloquée depuis.

M. Moine souhaite qu'une commission communication soit réunie dans les meilleurs délais afin de revoir le format du FIT, son contenu et son format. Il estime qu'il y a des efforts à faire en matière de communication. Il y a « le savoir-faire » mais aussi et surtout « le faire savoir ».

M. le Maire répond que ce sujet a été abordé au dernier conseil de municipalité. Il rappelle que ce travail de réflexion et de recadrage du FIT a été réalisé en début de mandat. Il ajoute qu'il questionne souvent les administrés à ce sujet. Il ressort qu'ils tiennent au FIT, car ils estiment qu'il s'agit du seul lien physique avec la Mairie.

Mme Hacquard Colnot indique qu'il y avait une erreur dans le précédent FIT. Il manquait le descriptif d'une des 2 lignes de transport qui desservent Thise.

M. Moine souhaite avoir tous les comptes rendus de toutes les commissions, ne serait-ce qu'au titre d'auditeurs libres. Il estime qu'il faut revoir les commissions car il n'est pas sûr qu'on aille au fond des choses. Il aborde également la question des marchés Publics et estime que des décisions lourdes de conséquences sont prises seulement par quelques personnes.

M. le Maire répond que les commissions d'appel d'offres sont instituées par la loi. Elle impose à chaque collectivité de prendre une délibération afin d'en définir les attributions et les membres. Cela a été logiquement fait en début de mandat, il n'y a rien d'anormal à ce sujet. Elles fonctionnent toutes les deux très bien et seuls les membres désignés en vertu d'une délibération sont convoqués.

M. Moine explique que sa culture, c'est la gouvernance et non le flou artistique qui règne chez les élus et les agents. Il indique avoir listé un certain nombre de propositions mais qu'il rencontre une forte obstination.

APC – transformation en Relais Poste

M. Valzer informe le conseil municipal qu'il est choqué d'avoir appris par l'agent lui-même la décision de fermeture de l'APC. Il indique que dans le même temps, Ecole Valentin, une ville de 2000 habitants, investit 135 000 € sur un projet d'APC.

Mme Hacquard Colnot rappelle que ce n'est pas forcément comparable, que la poste de Valentin draine une très forte population avec la zone commerciale

M. Moine ajoute que le service rendu ne sera certainement pas le même.

M. Allain répond que, hormis les activités bancaires qui seront assurées par la banque toute proche, absolument tous les services relevant de l'activité postale seront assurés par le Bureau de Tabac. Il ajoute qu'on peut par ailleurs se poser la question de la gestion de ces services bancaires par un opérateur historique tel que La Poste.

M. le Maire indique que l'amplitude horaire sera bien plus importante ; toute la journée contre 2h30 le matin précédemment. M. le maire rappelle à M. Valzer qu'il avait lui-même été hostile à un projet de gestion communale de cet APC.

M. Valzer répond qu'il n'a jamais souhaité qu'un agent communal reprenne cet APC, ou même que le service soit fermé.

M. Allain explique avoir suivi un documentaire sur la poste, qui traitait entre autre de sa politique territoriale avec la mise en place d'agence postale communale ou de relai postal. Dans ce dernier cas, les témoignages démontrent que personne ne souhaite revenir en arrière. Les usagers sont satisfaits de ce mode de dévolution du service par un acteur privé.

M. Hequette estime qu'il est impossible de nier la perte d'un service, aussi symbolique que la poste. Le bancaire ne sera plus assuré, et il y a la question des personnes les plus âgées, qui ne peuvent se déplacer facilement.

Mme Pruniaux ajoute que même si il a pu être dit que le contrat arrivait à échéance, il s'agit tout de même d'une perte d'emploi.

M. le Maire indique qu'il n'a jamais été question de créer un emploi. La décision de la poste a été assez soudaine en 2014. Il a fallu gérer dans l'urgence et valider un montage avec le centre de gestion pour pouvoir embaucher un contractuel sans avoir l'obligation de le titulariser. Il y a déjà eu plusieurs « allers et retours » entre les deux statuts : gestion poste ou gestion communale. Si la poste reprend la gestion, que ferait-on de l'agent récemment titularisé ?

M. Valzer indique qu'il est convaincu que beaucoup de services ne pourront être rendu dans un bureau de tabac.

M. le Maire se demande pourquoi les gens estiment que sans une pancarte « La poste », le service ne pourra nécessairement pas être rendu...

M. Moine explique que c'est une question de qualité de service. On ne peut pas faire le procès du buraliste avant qu'il ait commencé. Toutefois pour le bancaire, il n'est pas certain que ça ne pose pas problème aux plus âgés. Il y aurait quelque chose à creuser sur cet aspect. Il expose qu'il n'est pas contre cette évolution car il rappelle que c'est bien « la poste » qui se désengage des territoires, et il faudrait encore que ce soit les communes qui reprennent le service derrière. C'est une structure qui n'a pas réussi à se réformer et qui coûte des milliards. La Poste allemande a pourtant réussi cette transition. Malheureusement ce n'est pas la tradition française, le même raisonnement s'applique à un autre service public comme la SNCF.

M. Moine note enfin qu'à Marchaux ou Roche Lez Beauré, ce service perdure. C'est donc encore la preuve que Thise devient chaque jour un peu plus, une cité dortoir.

M. le Maire est d'accord sur le coût supporté par l'Etat pour le maintien des grands opérateurs publics. A l'échelon communal, la logique est la même, chaque économie réalisée compte. Des mesures peu favorables se profilent, à l'instar de la suppression de la taxe d'habitation pour près de 80% des ménages. Il explique qu'il est davantage préoccupé par la recherches d'économies afin de maintenir le fonctionnement de l'institution communale et notamment les agents, qui la font fonctionner.

M. Valzer, en désaccord avec les propos tenus par M. le Maire, quitte la séance du conseil municipal à 21h30.

M. Moine indique que si c'est une économie de 500 € visée avec cette évolution postale, soit 6000 € à l'année, elle est de toute façon déjà réinjectée au profit de la CAGB (Cf. participation de la commune à la future école de musique). Il souhaite que M. le Maire, délégué à la CAGB, fasse un compte rendu des économies réalisées par la CAGB dans le même temps.

M. le Maire répond que les efforts sont effectivement insuffisants. La dette de l'état est réelle et inadmissible. Sous l'ancien gouvernement, les efforts financiers demandés aux collectivités ont été atteints pour les communes, l'ont été pratiquement pour les dépenses sociales du département, mais certainement pas pour l'Etat.

M. Moine remarque que très peu d'efforts sont réalisés entre la ville et la CAGB, à l'instar des 2 services communications qui ont été maintenus faute de courage politique. Il demande ensuite depuis quand cette décision avait été prise.

M. Allain répond que fasse à l'urgence posée par la fin du contrat de l'agent, la décision a été prise fin aout.

M. Moine espère que tout a été fait pour éviter un risque de contentieux avec l'agent lié à la rupture de son contrat. Il ajoute que dans ce cas, les indemnités représentent 10 % de la masse salariale.

M. le Maire répond que ce n'est pas le cas dans le public. Il s'agissait d'un CDD avec une date de fin connue et convenue entre les parties.

Projet Retail Park

M. Allain présente le projet et l'attribution des premières cellules commerciales

M. Moine estime qu'il faudrait plus de services et moins de commerces.

Mme Hacquard Colnot demande si des recrutements sont prévus.

M. Allain répond que la politique de recrutement est propre à chaque entreprise, mais qu'il y aura forcément un regard local.

Sécurité routière

M. Barthod indique au conseil municipal que la vitesse est très excessive rue des tilleuls et Jean d'Abbans. M. Moine expose que les riverains ont constaté que beaucoup de voitures passaient par là pour éviter les feux sur la commune.

M. Barthod estime que ceux qui viennent de Marchaux passent par là afin d'éviter les ronds-points de Palente. Il a constaté par ailleurs qu'un ralentisseur avait été installé, puis retiré sans raison apparente.

M. Moine considère qu'il faut parfois un char d'assaut pour traverser certains villages. Il aborde le sujet de la modification du carrefour route de Marchaux réalisée par le département. Il juge problématique le fait d'avoir enlevé la voie de décélération pour entrer dans Thise.

M. le Maire répond que l'objectif était de faire ralentir les automobilistes.

M. Moins indique qu'au contraire, certains ont une conduite agressive et « pressent » ceux qui tournent à droite. Il estime qu'il eût fallu opter pour une limitation plus forte de la vitesse sur ce tronçon : passer de 90 à 70 km/h par exemple.

Mme Gignet constate que l'incivilité ne fait qu'augmenter. Il semble que la solution retenue soit de rajouter toujours davantage de contraintes au plus grand nombre, par la faute seulement de certains. On peut par ailleurs douter du résultat.

Déchetterie

Mme Gauthier estime que la réhabilitation de la déchetterie est réussie, mais que des problèmes de circulation demeurent.

M. le Maire répond qu'il s'agit surtout de la sortie désormais. Une solution pourrait consister à ne permettre l'accès qu'aux automobilistes venant de Carrefour, ceux venant de Thise serait contraint d'aller jusqu'au rond-point du carrefour pour arriver dans la même direction.

Fournisseur de repas

M. Moine souhaite savoir qui a été choisi pour être notre nouveau fournisseur de repas. Il s'étonne que si peu de personnes aient été décisionnaire sur un sujet si important.

M. le Maire répond qu'il s'agit de 1001 repas, un grand groupe dans le « top 10 » français sur ce secteur. Par ailleurs, il explique que la commission d'appel d'offres s'est valablement réunie et a examiné les 2 offres en présence. Ses membres ont été désignés par délibération en début de mandat, par scrutin de liste à la proportionnelle au plus fort reste.

Commission sécurité

M. Masson indique que les commissions se sont tenues pour la maison de retraite et la Marpa. Le résultat est positif dans les deux cas. Tout ce qui avait été relevé il y a un an au sein de la maison de retraite a été résolu par mesure de sécurité. Concernant la Marpa, le PC a été validé par la commission accessibilité.

Divers

Mme Truchetet invite les membres du conseil municipal à la réunion des maires de l'Est qui se tient à Thise le 14 septembre à 18H

M. Moine demande quel en est l'objet.

M. le Maire répond qu'il s'agit de suivre les délibérations de la CAGB et leur impact sur le secteur Est. Il s'agira cette fois-ci du transfert assainissement et du dossier de l'accueil de gens du voyage.

M. le Maire informe le conseil municipal qu'il a assisté à la réunion de rentrée scolaire et a constaté qu'une vingtaine de parents seulement étaient présents, ce qui est peu vu l'importance des sujets abordés.

Mme Pruniaux indique qu'une vingtaine de barrières seront prêtées par la CAGB à la commune, pour l'organisation des journées du patrimoine. Elle fait un appel à volontaire pour la logistique de cette manifestation.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	n°17-56	Ouragan IRMA – proposition de don aux Antilles via la Fondation de France 15 voix pour et 3 abstentions
♦ Délibération	n°17-57	Tarifs Columbarium Unanimité
♦ Délibération	n°17-58	Tarifs des plaques du Jardin du Souvenir Unanimité
♦ Délibération	n°17-59	Adhésion à la SPL (Société Publique Locale) Mobilités Bourgogne-Franche-Comté Unanimité
♦ Délibération	n°17-60	Modification statutaire CAGB Unanimité
♦ Délibération	n°17-61	Eclairage public - Demande de subvention auprès du SYDED Unanimité
♦ Délibération	n°17-62	Convention pour les bibliothèques municipales Unanimité
♦ Délibération	n°17-63	Convention de mise à disposition d'une salle communale avec madame Christine BAVEREL Unanimité
♦ Délibération	n°17-64	Convention de mise à disposition d'une salle communale avec l'association Zumba Life Unanimité
♦ Délibération	n°17-65	Proposition de ventes d'un terrain dans la zone industrielle de THISE Unanimité